

Délibération du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers :

En exercice 19
Présents 12
Votants 14

L'an deux mille dix-neuf, le 06 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 février 2019

Présents : (12) Mme Murielle PICQ (Maire), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

Absents excusés : (7) M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint ayant donné pouvoir à M. GRIMEE), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, David RAYMOND, Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. LESCENE).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance

Délibération n° 20190603-01 – Avenant mission de maîtrise d'œuvre marché de réfection de la toiture de l'école élémentaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21-1

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Vu le Décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 35 bis relatif à l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation,

Vu la délibération n°20170712-01 du 12 juillet 2017 relative au lancement de la consultation pour une assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réfection de la toiture de l'école élémentaire.

Vu la délibération n°20180608-02 du 06 août 2018 relative au choix du prestataire pour le marché de réfection de la toiture de l'école élémentaire,

Vu la délibération n°20180310-06 du 03 octobre 2018 relative à l'avenant pour le marché de réfection de la toiture de l'école élémentaire,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 20 février 2019 :

La plus-value totale des travaux sur le marché représente un montant de **27 414.94€ hors taxes.**

Le montant du marché est décomposé comme suit :

Forfait initial de rémunération : 6 680,00€ H.T

Montant de l'avenant n°1 : 1 097,97€ H.T

Montant du marché après avenant n°1 : 7 777,97€ H.T

Montant T.V.A : 1 555,59€ H.T

Montant du marché : 9 333,56€ T.T.C

Envoyé en préfecture le 07/03/2019
 Reçu en préfecture le 07/03/2019
 Affiché le **SLO**
 ID : 033-213303829-20190306-20190603_011-DE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Approuve l'avenant n°1 ci-annexé modifiant le marché de maîtrise d'œuvre pour la réfection de la toiture de l'école élémentaire attribué à **M. ZARUBA Architecte**.

Désignation du marché	Montant Initial en € H.T	Montant de l'avenant en € H.T	Nouveau montant du marché en € H.T	Nouveau montant du marché en € T.T.C
Maîtrise d'œuvre réfection toiture école	6 680 ,00	1 097,97	7 777,97	9 333,56

Autorise Madame Le Maire à signer l'avenant.

Dit que le montant de la dépense à engager au titre de ce marché sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la commune, chapitre 21, article 21312.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
 Au registre sont les signatures,
 Pour copie conforme,
 En Mairie, le 06 mars 2019

Le Maire,
 Murielle PICO



Délibération du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers :

En exercice 19

Présents 12

Votants 14

L'an deux mille dix-neuf, le 06 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 février 2019

Présents : (12) Mme Murielle PICQ (Maire), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

Absents excusés : (7) M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint ayant donné pouvoir à M. GRIMEE), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, David RAYMOND, Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. LESCENE).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance

Délibération n° 20190603-02 – ATTRIBUTION DE LA MISSION DE COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS) POUR LES TRAVAUX DE REFECTION DE L'EGLISE

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 85-704 sur la Maîtrise d'Ouvrage Publique et ses décrets d'application,

Vu le Code du Travail et notamment les articles L. 4532-2 à 4532-7 relatifs à la mission de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé,

Vu la délibération n° 20170712-02 en date du 12 juillet 2017 relative à un recours à une assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les travaux de réfection de l'église,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 20 février 2019,

Madame Le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée l'obligation de désigner un Coordonnateur SPS qui suivra les travaux de réfection de l'église. Afin de pouvoir désigner ce coordonnateur SPS, une consultation a été lancée auprès de 3 bureaux d'études. 3 d'entre eux ont retourné une offre et la proposition jugée comme étant la mieux-disante est celle de M. Claude DIDIER Coordonnateur pour un montant de 1 900,00€ HT.

Madame Le Maire propose donc de retenir M. Claude DIDIER Coordonnateur pour assurer la mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé pour la réfection de l'église,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- attribue à M. Claude DIDIER Coordonnateur la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour la réfection de la toiture de l'église pour un montant de 1 900,00€ HT,
- autorise Madame Le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier,

- dit que les crédits nécessaires à la dépense seront inscrits au Budget

Envoyé en préfecture le 07/03/2019
Reçu en préfecture le 07/03/2019
Affiché le
ID : 033-213303829-20190307-20190603_02-DE

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme,

En Mairie, le 06 mars 2019

Le Maire,
Murielle PICQ



Commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE
Séance du 06 mars 2019
République Française
Département de la Gironde

Délibération du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers :

En exercice 19
Présents 12
Votants 14

L'an deux mille dix-neuf, le 06 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 février 2019

Présents : (12) Mme Murielle PICQ (Maire), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Valérie CHAMBOÜNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

Absents excusés : (7) M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint ayant donné pouvoir à M. GRIMEE), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, David RAYMOND, Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. LESCENE).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance

Délibération n° 20190603-03-Modification de la délibération n°20181212-11 suite à l'arrêté ministériel du 28/11/2018 modifiant le seuil d'indemnisation des jours épargnés et revalorisant les montants forfaitaires du Compte Epargne Temps.

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif à l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FPT et relatif aux agents non titulaires de la FPT.

VU le Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État

VU le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

VU le Décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

VU la circulaire n 10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale

VU la délibération n°20151216-02 du 16 décembre 2015, approuvant le règlement intérieur du personnel de la commune de St Christoly de Blaye,

VU l'avis favorable du CTP en date du 19 février 2019,

VU l'avis de la commission finances du 20 février 2019,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités d'application du compte épargne temps dans la collectivité,

Le Maire propose à l'assemblée délibérante de fixer les modalités d'application du Compte Epargne Temps prévu au bénéfice des agents territoriaux comme suit :

ARTICLE 1 : OBJET :

La présente délibération règle les modalités de gestion du compte épargne temps (CET) dans les services de la collectivité.

ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES :

Les agents titulaires et non titulaires de droit public employés à temps complet ou à temps incomplet, de manière continue depuis un an, peuvent solliciter l'ouverture d'un CET.

ARTICLE 3 : AGENTS EXCLUS :

-Les fonctionnaires stagiaires.

-Les agents détachés pour stage qui ont, antérieurement à leur stage, acquis des droits à congés au titre du compte épargne-temps en tant que fonctionnaires titulaires ou agents non titulaires conservent ces droits mais ne peuvent ni les utiliser ni en accumuler de nouveaux durant le stage,

-Les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année,

ARTICLE 4 : CONSTITUTION ET ALIMENTATION DU CET :

Le CET pourra être alimenté chaque année dans les conditions suivantes :

- ▶ Le report de jours de récupération au titre de l'ARTT.
- ▶ Le report de congés annuels, **sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt,**
- ▶ Les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1^{er} mai au 31 octobre.
- ▶ Le report de jours de congés annuels acquis durant les congés pour indisponibilité physique.
- ▶ Les jours de repos compensateur (récupération des heures supplémentaires notamment)

ARTICLE 5 : NOMBRE MAXIMAL DE JOURS POUVANT ETRE EPARGNES :

Le nombre total des jours maintenus sur le CET ne peut pas excéder 60 jours.

Pour des agents à temps partiel ou employés à temps non complet, le nombre maximum de jours pouvant être épargnés par an ainsi que la durée minimum des congés annuels à prendre sont proratisés en fonction de la quotité de travail effectuée.

ARTICLE 6 : ACQUISITION DU DROIT A CONGES :

Le droit à congé est acquis dès l'épargne du 1^{er} jour et n'est pas conditionné à une épargne minimale.

ARTICLE 7 : UTILISATION DES CONGES EPARGNES :

Le compte épargne temps peut être utilisé :

- 1- Par le maintien des jours épargnés sur le CET en vue d'une utilisation ultérieure et dans le respect du plafond de 60 jours,
- 2- Par la monétisation du compte épargne temps qui peut prendre la forme :
 - du paiement forfaitaire des jours,
 - de la prise en compte des jours au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

La destination des jours épargnés et disponibles sur le CET peut être modifiée chaque année.

Le droit d'option doit être effectué au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'acquisition des droits (n+1).

En l'absence d'exercice d'une option avant le délai requis :

- Les jours excédant vingt jours sont obligatoirement pris en compte au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP) pour le fonctionnaire CNRACL,
- Les jours excédant vingt jours sont obligatoirement indemnisés pour l'agent non titulaire et fonctionnaire IRCANTEC.

DROIT D'OPTION POSSIBLE dans la collectivité qui a délibéré en vue de la monétisation du CET

L'option de choix s'exerce au plus tard le 31 janvier de l'année N+1 pour les jours inscrits sur le CET au 31.12.N		
	Jusqu'à 15 jours épargnés	Au-delà des 15 premiers jours
Fonctionnaires CNRACL	Utilisation des jours uniquement en congés	L'agent doit se prononcer pour utiliser les jours selon une ou plusieurs options : - RAFP - indemnisation - maintien sur le CET dans la limite de 60 jours
		Si l'agent ne fait pas connaître ses options, les jours sont pris en compte au sein de la RAFP
Agents non titulaires et fonctionnaires non affiliés à la CNRACL	Utilisation des jours uniquement en congés	L'agent doit se promouvoir ou utiliser les jours selon une ou plusieurs options : - indemnisation - maintien sur le CET dans la limite de 60 jours
		Si l'agent ne fait pas connaître ses options, les jours sont automatiquement indemnisés

7-1-Utilisation sous forme de congés :

*Utilisation conditionnée aux nécessités de service :

La consommation du CET sous forme de congés reste soumise au service. Toutefois, les nécessités du service ne peuvent être opposées à l'utilisation des jours épargnés sur le CET lorsque l'agent demande le bénéfice de ses jours épargnés à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie (congé de solidarité familiale). Dans ce cas, l'agent bénéficie de plein droit des congés accumulés sur son CET.

La règle selon laquelle l'absence du service au titre des congés annuels ne peut excéder 31 jours consécutifs n'est pas applicable à une consommation du CET.

Le refus opposé à la demande d'utilisation du CET doit être motivé. Il ne peut être justifié que pour un motif d'incompatibilité avec les nécessités du service. L'agent a la possibilité de former un recours auprès de l'autorité dont il relève et celle-ci statuera après consultation de la Commission Administrative Paritaire (CAP).

*Nombre maximal de jours épargnés :

Le maintien des jours déjà épargnés sur le CET en vue d'une utilisation ultérieure sous forme des congés est automatique (dès lors que leur nombre ne dépasse pas 60) sans que les agents n'aient à en faire la demande.

Le nombre maximum de jours maintenus sur le CET ne peut pas excéder 60 si l'agent décide de ne pas consommer ses jours dans l'immédiat : les jours non utilisés au-delà de 60 jours ne pouvant pas être maintenus sur le CET, sont définitivement perdus.

7-2-Compensation financière:

La compensation financière peut prendre deux formes :

- Paiement forfaitaire des jours épargnés.
- Conversion des jours épargnés en points de retraite additionnelle (RAFP).

Il appartient à l'agent d'exercer le droit d'option, dans les proportions qu'il souhaite, avant le 31.01 de l'année n+1. Cette liberté d'option est cependant ouverte uniquement pour les jours épargnés au-delà des 15 premiers jours du CET

Fonctionnaire relevant de la CNRACL :

Le fonctionnaire affilié au régime spécial CNRACL ne peut utiliser ses vingt premiers jours du compte épargne temps que sous forme de congés.

Les jours épargnés excédant les vingt premiers jours donnent lieu à option, dans les proportions que le fonctionnaire souhaite, entre :

- La prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle de la fonction publique.
- L'indemnisation forfaitaire des jours.
- Le maintien des jours sur le compte épargne temps.

Les jours devant faire l'objet d'une indemnisation ou de la prise en compte au sein du régime RAFP sont retranchés du compte épargne temps à la date d'exercice de l'option.

Fonctionnaire relevant du régime général et agents non titulaires :

Ces agents ne peuvent utiliser leurs vingt premiers jours du compte épargne temps que sous forme de congés.

Les jours épargnés excédant les vingt premiers jours donnent lieu à option dans les proportions que l'agent souhaite, entre :

- L'indemnisation des jours.
- Le maintien des jours sur le compte épargne temps.

Les jours devant faire l'objet d'une indemnisation sont retranchés du compte épargne temps à la date d'exercice de l'option.

7-2-1-Montant de l'indemnisation forfaitaire

ID : 033-213303829-20190306-20190603_03-DE

Il est fixé en fonction de la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent et est identique à celui des fonctionnaires de la Fonction publique de l'Etat :

- ▶ Catégorie A : 135 euros par jour.
- ▶ Catégorie B : 90 euros par jour.
- ▶ Catégorie C : 75 euros par jour.

Il s'agit de montants bruts desquels il faut retrancher la cotisation sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

	Catégorie		
	A	B	C
Montants bruts : (1)	135,00 €	90,00 €	75,00 €
Assiette de prélèvements (97 % des montants bruts)	130,95 €	87,30 €	72,75 €
CSG : 7,5 % de l'assiette : (2)	9,82 €	6,55 €	5,46 €
CRDS : 0,5 % de l'assiette : (3)	0,65 €	0,44 €	0,36 €
Montants nets : (= 1 - 2 - 3)	124,53 €	83,01 €	69,18 €

Les sommes qui sont versées à l'agent au titre de l'indemnisation du CET entrent, pour les fonctionnaires, dans l'assiette de cotisations RAFF dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres rémunérations accessoires, à savoir dans la limite de 20 % du traitement indiciaire et sur la base d'un taux de 10 %.

L'indemnité versée au titre de la monétisation du CET est imposable.

7-2-2-Prise en compte au sein du RAFF :

Seuls les fonctionnaires relevant de la CNRACL sont concernés.

Le plafond de 20 % du traitement indiciaire brut ne s'applique pas pour les montants versés au régime de la retraite additionnelle au titre des jours épargnés sur le CET, c'est à dire que doivent être pris en compte les montants réels demandés, quel que soit le rapport entre les primes de l'agent et son traitement indiciaire brut.

Le versement des jours au régime de la retraite additionnelle consiste :

- ▶ En conversion des jours en valeur chiffrée dans un premier temps.
- ▶ En calcul des cotisations de la RAFF sur la base de la valeur chiffrée déterminée dans un deuxième temps.
- ▶ En détermination du nombre des points RAFF sur la base des cotisations versées dans un troisième temps.

Le versement des jours au régime RAFF intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

La valorisation des jours versés au régime RAFF n'entre pas dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, contrairement aux jours ayant fait l'objet de l'indemnisation forfaitaire.

Par contre, les sommes versées au titre du RAFF, au moment de la liquidation de pension, seront prises en compte dans le revenu imposable.

ARTICLE 8 : DEMANDE D'ALIMENTATION ANNUELLE DU CET
ET INFORMATION ANNUELLE DE L'AGENT :

La demande d'alimentation du CET doit être formulée au plus tard le 31 janvier de l'année n+1.

L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés, au plus tard le 15 février de l'année n+1.

ARTICLE 9 : CHANGEMENT D'EMPLOYEUR :

Le fonctionnaire conserve ses droits à congés acquis au titre du CET en cas de :

*Mutation :

*Détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant du champ d'application de la loi du 26 janvier 1984

*Détachement dans une autre fonction publique

*Disponibilité

*Congé parental

*Accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle et dans la réserve sanitaire

*Placement en position hors-cadres

*Mise à disposition (y compris auprès d'une organisation syndicale) :

ARTICLE 10 : REGLES DE FERMETURE DU CET :

Le CET doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent non titulaire. Le non-titulaire doit solder son CET avant chaque changement d'employeur.

L'agent qui a opté pour la monétisation et qui cesse définitivement ses fonctions a droit au versement du solde éventuel à la date de la cessation de fonctions qui résulte :

- ▶ De l'admission à la retraite
- ▶ De la démission régulièrement acceptée.
- ▶ Du licenciement.
- ▶ De la révocation
- ▶ De la perte de l'une des conditions de recrutement.
- ▶ De la non-intégration à l'issue de la période de disponibilité.
- ▶ De la fin du contrat pour les non titulaires.

Décès de l'agent :

En cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit. Le nombre de jours accumulés sur le compte épargne temps est multiplié par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès.

Cette indemnisation est effectuée en un seul versement, quel que soit le nombre de jours en cause.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- Décidé d'adopter les modalités ainsi proposées

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,
En Mairie, le 06 mars 2019

Envoyé en préfecture le 07/03/2019

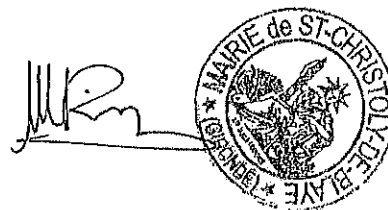
Reçu en préfecture le 07/03/2019

Affiché le

SLO

ID : 033-213303829-20190306-20190603_03-DE

Le Maire,
Murielle PICQ



Commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE
Séance du 06 mars 2019
République Française
Département de la Gironde

Délibération du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers :
En exercice 19
Présents 12
Votants 14

L'an deux mille dix-neuf, le 06 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 février 2019

Présents : (12) Mme Murielle PICQ (Maire), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

Absents excusés : (7) M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint ayant donné pouvoir à M. GRIMEE), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, David RAYMOND, Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. LESCENE).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance

Délibération n° 20190603-04- Mise en place du permis de louer (délibération de principe).

Mme Le Maire présente le dispositif du permis de louer aux élus communaux

La loi dite « ALUR » du 24 mars 2014 permet aux établissements de coopération intercommunale et aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logement ou ensemble immobiliers, pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation préalable.

Le décret du 19 décembre 2016 modifiant le code de la construction et de l'habitation et publié le 21 décembre 2016, définit les modalités réglementaires d'application de ces deux régimes, à savoir :

1° La déclaration de mise en location oblige les propriétaires à déclarer à la collectivité en l'occurrence la Communauté de communes, la mise en location d'un bien à la conclusion d'un nouveau contrat de location et donnera lieu à la délivrance d'un récépissé.

2° Le régime d'autorisation préalable de mise en location conditionne la conclusion d'un contrat de location à l'obtention d'une autorisation préalable. Délivrée dans le délai maximum d'un mois, cette autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été mis en location. Le transfert de l'autorisation d'un nouvel acquéreur s'effectue après déclaration auprès de la Communauté de Communes de Blaye et la demande d'autorisation devra être renouvelée à chaque nouvelle mise en location.

Cette autorisation doit être jointe au contrat de bail à chaque nouvelle mise en location ou relocation. La décision de refus d'une demande d'autorisation sera transmise à la Caisse d'Allocations Familiales, à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole et aux services fiscaux.

Compte tenu de la dissémination des diverses catégories de logements loués, il est proposé de ne pas fixer de secteur ni de catégorie afin de toucher l'ensemble du parc locatif sur la Commune.

Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location, dont la composition est précisée par le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016, seront déposées au guichet unique de la Communauté de Communes de Blaye.

La date d'entrée en vigueur de ces dispositions ne pourra être inférieure à 6 mois à compter de la publication de la délibération de la Communauté de Communes de Blaye.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi « ALUR »,

Vu le décret 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable à la mise en location,

Considérant que la Communauté de Communes de Blaye exerce la compétence Habitat, elle a pour objectif d'aider les maires dans l'application de leurs prérogatives (gestion de situation d'insalubrité, de péril, ou d'infraction au RSD), de développer son expertise juridico-technique pour analyser et proposer des solutions concrètes de résorption de l'habitat indigne et insalubre, d'assurer un logement digne aux locataires, de lutter contre les marchands de sommeil d'améliorer le patrimoine et l'attractivité résidentielle de son territoire et en particulier des centres bourg. L'expérimentation sur trois ans à l'échelle communautaire du régime de déclaration permettra de sensibiliser les bailleurs à leurs obligations (diagnostics techniques, qualification de leurs biens) et assurer une veille sur le parc locatif (observation et rapprochement offre/demande).

Considérant la nécessité de mettre en place la déclaration de mise en location ainsi que l'autorisation préalable à la mise en location afin de lutter contre l'habitat indigne sur la commune de St Christoly de Blaye,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

ACTE le principe de la mise en place de la déclaration de mise en location ainsi que procédure d'autorisation préalable de mise en location conformément aux dispositions de l'article 92 de la loi ALUR et du décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location.

SOUHAITE que cette procédure soit instituée pour toutes les catégories de logements et sur l'ensemble du périmètre communal.

VOTE : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme,

En Mairie, le 06 mars 2019

Le Maire,
Murielle PICQ

